

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



***Conjoncture
économique & politique***

Janvier 2005

Source : iFi – BM – FMI – OCDE...	Spread Souv.	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		2005	2003	2004	2005 (p)	2003	2004		2005 (p)	2004	2003	2004	2005 (p)	2004	2003		12/03	12/04	
Argentine	4 654	86	129,71	140	7,3	8,2	5,5	38,9	13,4	6,1	Nd	11,3	15,5	27,0	20,0	157,92	2,99	2,95	12,8
Brésil	415	455	497,8	596	0,54	5,2	4,0	180	14,8	7,6	5,5	34,1	24,8	43,6	52,9	202,2	2,75	2,95	11,5
Chili	69	66,4	72,05	85	3,2	5,7	5,0	15,5	2,8	2,9	Nd	9,1	3,0	15,4	16,01	44,78	583	593	8,8
Colombie	610	81,2	96,15	Nd	3,4	3,4	3,0	44,5	6,5	5,5	Nd	0,3	0,2	8,6	10,9	38,5	2 300,0	2 771,5	15,2
Équateur	711	24,5	28,96	30,65	2,5	6,1	3,2	13,0	6,9	2,5	2,5	-6,2	Nd	1,8	1,56	11,0	1,0	1,0	11,0
Mexique	166	637,3	626,8	649	1,2	4,1	3,5	104	3,98	4,5	Nd	-6,0	-5,7	40,8	45,0	163,0	11,65	11,15	3,3
Pérou	360	56,7	61,0	62,6	3,8	4,6	4,3	27,2	2,39	3,5	2,5	2,0	0,7	9,7	12,17	30,0	3,3	3,47	9,4
Uruguay	386	12,3	11,5	Nd	1,0	12,0	6,0	3,4	19,4	7,6	7,5	-0,2	0,0	2,5	2,51	12,4	26,35	29,5	13,5
Venezuela	550	99	92,55	98,5	-9,5	16,0	5,0	25,5	31,1	16,0	18,0	14,7	14,8	14,8	23,0	25,0	1 920	1 600,0	16,0

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMÉRIQUE LATINE	4
<i>La Région augmente le poids de son commerce</i>	4
<i>Premier calendrier latino-américain</i>	5
ARGENTINE	7
<i>La dette, toujours la dette</i>	7
<i>Le poids du peso</i>	8
BRÉSIL	9
<i>Prévisions et réalités en 2004 et 2005</i>	9
<i>Hausse des IED</i>	10
<i>Les retombées de la croissance</i>	10
<i>Exportations et voyages présidentiels</i>	10
<i>Le meilleur partenaire de la Chine</i>	11
CHILI	12
<i>Le PIB 2005 et au-delà</i>	12
<i>Perception populaire de la croissance</i>	12
<i>Baisse du temps de travail au Chili</i>	12
<i>Davantage de M&A</i>	13
COLOMBIE	14
<i>Bonne année 2004</i>	14
<i>La clé des salaires</i>	14
<i>Davantage d'investissement que de consommation</i>	14
<i>Le poids du trafic de drogue</i>	15
MEXIQUE	16
<i>Une meilleure année 2005 que prévu ?</i>	16
<i>Record des transferts des émigrés... ..</i>	16
<i>... et des IED</i>	16
<i>Perspectives politiques pour 2005</i>	17
PÉROU	18
<i>Tout semble aller dans le bon sens, mais...</i>	18
<i>Forte demande externe</i>	18
<i>Les transferts des Péruviens émigrés</i>	19
URUGUAY	19
<i>Reprise économique</i>	19
VENEZUELA	20
<i>Bonne croissance en 2005 et des doutes à long terme</i>	20
<i>Des changements « énergétiques »</i>	20

Amérique Latine

La Région augmente le poids de son commerce

La carte économique du monde est en train de changer, et de façon assez rapide. Selon l'Unctad, les **3/4** de la croissance des exportations mondiales ont pour origine des pays en développement et de moindre développement.

L'exemple a été donné par les pays du sud-est asiatique, avant la catastrophe du 26 décembre 2004. Ainsi, à l'idée d'origine d'un commerce sud/nord, il faut actuellement inclure les flux sud/sud.

Autre aspect à prendre en compte : jusqu'à aujourd'hui, les échanges concernaient essentiellement des matières premières sans valeur ajoutée, telles que le pétrole, les minerais et les huiles végétales produits dans les pays du « sud », contre de l'essence et autres produits manufacturés, évidemment, plus chers.

Depuis peu, il est possible de constater qu'un **changement de tendance** est survenu dans l'écart de prix entre le nord et le sud, qui s'est réduit à cause de la hausse des cours des matières premières, dont celle du pétrole.

L'autre écart entre l'évolution des économies du sud et du nord est celui de l'**accroissement des exportations** : entre 2001 et 2003, par exemple, la croissance des exportations des pays en développement a été de 11%, en moyenne, tandis que celle des pays développés a atteint une moyenne de 1,5%.

L'irruption de la **Chine** et de l'**Inde** dans la demande mondiale devrait influencer le comportement des économies latino-américaines. Aujourd'hui, le poids des pays d'Amérique dans le développement de la Chine est presque marginal compte tenu que ce pays représente **93,5% de la croissance de la consommation mondiale de pétrole et 34,4% du coton**. Une grande partie de cette consommation est fournie par l'**Iran**, la **Russie** et l'**Indonésie**, mais il y aurait encore largement de la place pour les produits en provenance d'Amérique Latine. Actuellement, le solde commercial global d'Amérique Latine avec la Chine est devenu **positif de 20 milliards de dollars**, contre un déficit de 50 milliards de dollars dans le passé, et ce grâce à la hausse des exportations **brésiliennes**. Un traité de libre échange avec la Chine améliorerait les échanges des pays latino-américains, à condition qu'il ne porte pas préjudice à l'industrie locale.

Bref, les pays d'Amérique Latine doivent effectuer une reconversion de leur système de production pour faire face à l'**ouverture des marchés mondiaux** et sont « condamnés » à se rapprocher entre eux, soit individuellement, soit par espaces géo-économiques comme le Mercosur, la CAN...

À noter : malgré les barrières locales, en 2004, les flux commerciaux entre les 12 pays qui composent l'**Aladi**-Asociación Latinoamericana de Integración ont atteint **61 milliards de dollars**, soit 40% de plus qu'en 2003.

Premier calendrier latino-américain

- **Janvier**

L'**Équateur** rend obligatoire l'utilisation des factures afin d'améliorer les rentrées fiscales. Le tout petit commerce en est exempté.

Au **Pérou**, le Ministère des Transports devrait approuver le Plan National de Développement Portuaire. Ce plan prévoit de mettre en valeur les infrastructures en fonction des demandes de la Bolivie et des flux commerciaux avec le sud-ouest du Brésil.

En **Colombie**, le Président Uribe rencontrera Javier Solana, le Commissaire européen chargé des relations extérieures.

Le 17 janvier, en **Argentine**, le gouvernement lancera le plan de renégociation de sa dette externe publique, qui représente 81,8 milliards de dollars. Par ailleurs, l'État argentin reprendra le contrôle de la ligne de chemin de fer San Martín, dont la concession a été annulée par la justice.

Des représentants du Brésil et de l'Argentine se réuniront afin de résoudre quelques obstacles qui freinent la marche et le développement du Mercosur.

- **Février**

Au **Mexique**, il y aura des élections pour les gouvernements de Baja California Sur, Guerrero et Quintana Roo.

En **Argentine**, le 25 février, la période pour échanger les titres de la dette publique sera close.

- **Mars**

Au **Pérou**, début des opérations de la nouvelle ligne aérienne Wayra Perú, entreprise contrôlée par des capitaux locaux et brésiliens.

De plus, le gouvernement vendra aux enchères le gisements des phosphates dont les candidats sont les entreprises Mosaic (IMC Global, Cargill) des États-Unis, CVRD-Companhia Vale do Rio Doce et Bunge, du Brésil.

- **Mai**

Au **Brésil**, Sommet Arabo-Latino-américain (Brasilia).

- **Juillet**

Au **Mexique**, élection du Gouverneur de l'État du Mexique.

- **Octobre**

En **Argentine**, date provisoire pour le renouvellement du Sénat et de la Chambre des Députés.

- **Novembre**

En **Argentine**, Sommet des Présidents des Pays d'Amérique Latine.

- **Décembre**

Au **Venezuela**, élections pour renouveler la Chambre des Députés.

Argentine

La dette, toujours la dette

À quelques jours de la visite en France de Néstor Kircher, le Gouvernement argentin a publié les conditions du rééchelonnement de ses 81,8 milliards de dollars de dette publique déclarée en *default* en décembre 2001.

Avant d'en arriver là, le Gouvernement a eu du mal à trouver l'institution financière qui reprendrait le lourd dossier des conditions. Finalement, c'est la Bank of New York qui a été chargée de le transmettre aux autorités bancaires et autres parties intéressées des principaux pays créanciers. Les États-Unis ont été les premiers à les accepter, suivis de l'Italie, de l'Allemagne et du Luxembourg.

Cela ne signifie pas pour autant que les créanciers, principalement des détenteurs privés, acceptent les conditions offertes par l'Argentine.

Celles-ci peuvent se résumer ainsi :

- La dette de 81,8 milliards de dollars serait échangée contre de nouvelles obligations d'un montant de **38,5 milliards de dollars ou de 41,8 milliards de dollars**, selon le degré d'acceptation de l'offre (davantage d'acceptation, montant plus élevé). Ces bons seraient accompagnés d'un autre qui serait lié à la croissance économique du pays.
- À la base, il y a 3 sortes de nouveaux bons/obligations : un qui a la même valeur que celui qui est échangé, un autre qui est réduit de 30,1% et un 3^{ème} qui perd 66,3% de sa valeur.
- La diminution nominale sur le capital représenté par les bons oscille entre 49% et 53%, mais après déduction faite des délais et des intérêts, la remise devient plus importante.
- La période pour l'acceptation de l'échange se situe entre le 14 janvier et le 25 février 2005.

Malgré l'amélioration des conditions, le marché reste très sceptique sur le nombre de détenteurs qui voudront bien récupérer une petite partie de la valeur des bons, surtout lorsqu'il s'agit de petits épargnants qui avaient misé sur l'économie argentine. Si l'opération échange n'arrive pas à attirer 75% des créanciers, le Gouvernement argentin devra certainement revoir sa copie et traîner, encore, le boulet de sa dette en *default*.

Le poids du peso

Selon le Banco Central, en 2004, le taux de change réel de la devise argentine par rapport au panier d'autres monnaies des partenaires commerciaux du pays a baissé de 4,6% et est inférieur de 51,9% à la valeur moyenne de son cours durant la convertibilité. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, le peso argentin est davantage compétitif.

Brésil

Prévisions et réalités en 2004 et 2005

La fin et le début de l'année permettent de comparer les données des indicateurs des principales institutions chargées de leur calcul.

Prévisions fin 2003 et début 2004					
	PIB	Inflation	Balance commerciale (Mds US\$)	Taux de base	Taux de change real/\$
Moyenne du marché	3,55	6,0	19,0	14	3,2

Prévisions fin décembre 2004					
	PIB	Inflation	Balance commerciale (Mds US \$)	Taux de base	Taux de change real/dollar
Moyenne du marché	5,1	7,47	32,9	17,75	2,77

Prévisions pour 2005					
	PIB	Inflation	Balance commerciale (Mds US\$)	Taux de base	Taux de change real/dollar
Moyenne du marché	3,5	5,7	26,6	15,5	3,0

Bien évidemment, les valeurs estimées en décembre 2004 sont beaucoup plus proches que celles calculées début 2004.

Jusqu'en septembre 2004, le **PIB** avait crû de 4,2% et l'IBGE prévoit une hausse de 5% pour toute l'année.

L'IPCA, soit l'indice officiel de l'**inflation** avait grimpé de 6,8% jusqu'au mois de novembre. Jusqu'à l'avant dernière semaine de décembre 2004, le solde de la balance commerciale était de 33,08 milliards de dollars.

Le **taux de base** (Selic) a terminé l'année à 17,75% et le dollar était vendu à 2,65 reals.

Quant aux **réserves** en devises étrangères, en 2004, le Brésil a réussi à atteindre 52,93 milliards de dollars, contre 49,29 milliards de dollars en 2003.

Attention : en réalité, les réserves effectives du pays ne sont que de 25,76 milliards de dollars, la différence solde correspondant à des fonds mis à disposition par le FMI...

Hausse des IED

En 2004, pour la première fois depuis 5 ans, les investissements étrangers directs en Amérique latine ont augmenté de **37%** par rapport à 2003, atteignant près de **69 milliards de dollars**. De ce montant, le Brésil a bénéficié de l'entrée de plus de 17 milliards de dollars, soit 67,6% de plus qu'en 2003.

Les retombées de la croissance

Plus l'économie brésilienne croît, plus il y a de transferts vers l'étranger. En effet, jusqu'en novembre 2004, les filiales d'entreprises étrangères implantées au Brésil ont transféré vers leur maison mère **7,15 milliards de dollars** sous forme de bénéfices et dividendes.

Rappel : en 2003, ce genre de transfert de fonds avait atteint 6,4 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année et 6 milliards de dollars en 2002.

Exportations et voyages présidentiels

En 2004, pour la 1^{ère} fois, le montant du commerce extérieur brésilien atteindrait **100 milliards de dollars**. Les modifications de la politique de change entamée en 1999 en sont à l'origine avec la mise en place d'un type de change flottant, mais aussi les retombées d'une forte offensive de la politique externe pratiquée par le Président Lula.

Échantillon des retombées des visites présidentielles sur le commerce extérieur (en M\$)				
Pays visité	Date	Exportations brésilienne en 1 an		Variation %
		Avant la visite	Après la visite	
Colombie	Juin 2003	945	1 300	35,0
Espagne	Juillet 2003	2 002	2 575	28,6
Portugal	Juillet 2003	844	1 147	35,9
Venezuela	Août 2003	757	1 511	99,6
Cuba	Septembre 2003	80,3	134	66,8
Mexique	Septembre 2003	3 100	4 300	34,5
Angola	Novembre 2003	241	325	32,4
Afrique du Sud	Novembre 2003	688	958	39,2
Egypte	Décembre 2003	415	569	37,0
Libye	Décembre 2003	52	87,4	68,1
Syrie	Décembre 2003	38,9	159	308,7
Liban	Décembre 2003	50	760	51,1
Suisse	Janvier 2004	239	278	16,4

Le meilleur partenaire de la Chine

Selon l'administration générale des douanes, en 2004, le Brésil a renforcé sa position de meilleur associé commercial de la Chine en Amérique Latine. En effet, entre janvier et novembre, le commerce bilatéral entre ces 2 pays a grimpé de 56,2% comparé à la même période 2003 à 11,3 milliards de dollars, sachant que les exportations brésiliennes ont progressé de 49,7% à 7,9 milliards de dollars.

Chili

Le PIB 2005 et au-delà

Les prévisions du Banco Central tablent sur une progression du PIB de **5,5%** en 2005. Ce calcul tient compte de celle de 7% enregistrée en décembre. Le taux de change du peso par rapport au dollar devrait osciller autour de 575 unités par billet vert.

Par ailleurs, une étude montre que si la croissance économique du pays atteint 7% d'ici 5 ans, les revenus fiscaux seraient augmentés de 6,8 milliards de dollars.

À noter : l'étude de Heritage Foundation considère l'économie chilienne comme étant la seule **libérale** en Amérique Latine et, dans le classement sur 155 nations, le Chili occupe le **11^{ème} rang**. Le Mexique se trouve à la 63^{ème} place, le Brésil à la 90^{ème}, l'Argentine à la 114^{ème}...

Perception populaire de la croissance

Bien qu'en 2004, le taux de croissance du pays ait atteint des chiffres qu'on n'avait pas vus depuis 1997, une étude montre que les retombées de ces bons résultats n'ont effectivement pas touché la population du pays.

Selon les sondages, 70,1% des personnes interrogées pense que l'année 2004 a été positive pour le pays, mais seulement 53,7% se sent touché par l'amélioration de la situation.

Baisse du temps de travail au Chili

Selon la nouvelle loi sur l'emploi entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, le temps de travail des Chiliens passe de 48h par semaine à 45h, ce qui représente 6 jours de repos en plus par an.

Toutefois, le pays fait toujours partie des 10 qui travaillent le plus dans le monde. Les entreprises chiliennes ont un délai de 37 mois pour s'ajuster aux nouvelles normes.

Davantage de M&A

Pour la 1^{ère} fois depuis 5 ans, en 2004, les fusions et acquisitions réalisées au Chili ont augmenté de **33%** par rapport à 2003, totalisant **3,8 milliards de dollars**. La part des achats effectués par les étrangers est passée de 24% en 2003 à 50% en 2004, l'**Espagne** occupant la 1^{ère} place parmi les investisseurs avec 1,4 milliard de dollars (37%), suivie de loin par les **États-Unis**, le **Canada** et l'**Australie**.

Par secteur, les télécommunications ont accaparé **38%** (1,45 milliard de dollars) du total des opérations grâce à la vente de Telefónica Móvil à Telefónica de España et l'achat de Chilesat par le groupe mexicain Telmex.

Par ordre d'importance, suit le secteur industriel avec des opérations concernant les groupes CCU, Empresas Melón et Iansafrut. Ensuite vient les mines et enfin la distribution commerciale, dont la prise de contrôle d'**Almacenes Paris** par un **consortium**, l'achat de la chaîne de supermarchés **Las Brisas** par **Cencosud** et de **San Francisco** par **Falabella**.

Colombie

Bonne année 2004

Selon le Banco de la República, en 2004, l'une des réussites économiques de l'année 2004 a été celle de la **réduction de l'inflation** qui a été de **5,5%**. Malgré la faible création d'emplois, en novembre, dans les 13 plus importantes villes du pays, le chômage est passé de 14,1% à 13,9%. Pour l'ensemble du pays, le **taux du chômage** a atteint **11,7%**, soit 1,6% de moins qu'en novembre 2003.

Par ailleurs, au 3^{ème} trimestre 2004, la **croissance du PIB** a été de **2,46%**, bien en-dessous des prévisions du Gouvernement. Cette faible progression a été provoquée par la hausse des importations de 13,17% en 2004, favorisées par la valorisation du peso colombien par rapport au dollar américain.

Ainsi, au cours des 10 premiers mois 2004, les **exportations** colombiennes ont crû de **23,2%** comparé à la même période 2003 à **13,38 milliards de dollars**. Le chiffre a été poussé par la hausse des exportations non traditionnelles. Dans la même période, les importations ont grimpé de 16%.

Quant au **déficit fiscal**, calculé à 2,5% en début d'année, il n'atteindrait que **2,3%** du PIB.

Enfin, l'indice de la Bourse de Bogota a terminé l'année avec un gain de **86,22%**, tout un **record mondial** !

La clé des salaires

Dans le budget 2005, le Gouvernement a fixé le **SMIC** colombien à **381 500 pesos**, contre 358 000 pesos en 2004. Par ailleurs, en 2005, tout salarié qui, après avoir déduit les charges sociales, gagne 1 804 001 pesos mensuels, sera assujetti à l'impôt sur le revenu.

Davantage d'investissement que de consommation

Selon le Dane, au 3^{ème} trimestre 2004, l'**investissement** a progressé de **7,59%** comparé au même trimestre 2003. Dans la même période, la **consommation** globale n'a augmenté que de **2,9%**.

Ainsi, en particulier, dans le trimestre, la consommation des foyers colombiens a progressé de 2,82%, tandis que celle du secteur publique de 3,12%.

Le poids du trafic de drogue

Selon une étude, l'activité liée au trafic de drogue a réussi à pénétrer et à corrompre tous les niveaux du pouvoir en Colombie et son poids dans l'économie reste très fort.

Depuis les années 70, où le pays est devenu le **1^{er} fournisseur mondial de cocaïne**, la Colombie, qui était pauvre et basée sur une économie rurale, a commencé à développer une culture de l'argent facile.

L'influence de la corruption liée au trafic de drogue a pu se vérifier au niveau politique, économique et social. À la présence de propres trafiquants et/ou de prête-nom dans le Congrès, les mairies et autres centres de pouvoir, il a fallu ajouter **le plus grand scandale politique du pays : le financement illégal de la campagne présidentielle d'Ernesto Samper** (1994-1998). Le Ministre de la Défense et responsable de sa campagne, Fernando Botero Zea (fils du peintre homonyme), est toujours en prison, accusé d'avoir reçu 6 millions de dollars pour soutenir la campagne de Samper, tandis que celui-ci est toujours en liberté après avoir été « blanchi » lors de son procès politique.

Au cours des années 80, Pablo Escobar avait presque totalement réussi à contrôler non seulement le commerce de drogue, mais aussi les services de sécurité du pays. Celui qui ne s'y pliait pas était supprimé, dont 3 candidats présidentiels, un procureur de la République, un Ministre de la Justice, plusieurs magistrats...

Après la disparition du cartel de **Medellin**, la scène du trafic de drogue a été occupée par le cartel de **Cali**, un organisation née pour coordonner la contrebande de drogue du Pérou vers les États-Unis.

À la différence d'Escobar, les trafiquants de Cali ont cultivé une image d'hommes d'affaires avec d'importants investissements dans la construction, les chaînes commerciales, les banques, les médias, les clubs de football... Les barons de la drogue de Cali disaient qu'ils ne tuaient pas des juges, qu'ils les achetaient.

Actuellement, le secteur informel possède d'importants investissements en terres, ayant dépouillé, dans beaucoup de cas, de nombreux paysans pour constituer un empire terrien d'une surface estimée **entre 3 000 et 40 000 km²**.

Enfin, le volet drogue est étroitement lié à celui de la **guérilla**. Ainsi, les experts pensent que 40% des revenus des **Farc** et 70% des forces d'extrême droite ou paramilitaires ont directement ou indirectement un rapport avec la culture, la production et le trafic de cocaïne.

Mexique

Une meilleure année 2005 que prévu ?

Malgré les limitations à la liberté économique et le manque de réformes structurelles qui découragent l'investissement, en 2005, les prévisions tablent sur une croissance qui pourrait dépasser le taux de **3,8%** prévu par le programme économique gouvernemental.

Le début de l'année 2005 semble prometteur grâce aux données de la progression de l'activité **industrielle** de **5,4%** en novembre par rapport au même mois 2003, ce qui constitue le 12^{ème} mois consécutif de hausse. Par secteur, la progression annuelle pour le secteur manufacturier a été de 5,8%, celle de la construction de 6,5%, de l'énergie (gaz, électricité et eau) de 1,9% et des mines de 1,9%.

Record des transferts des émigrés...

Il n'y a aucun doute que l'argent envoyé par les Mexicains émigrés essentiellement aux États-Unis est devenu un pilier de l'économie nationale. Entre janvier et novembre 2004, la somme totalise **15,17 milliards de dollars**, soit **25%** de plus qu'au cours de la même période 2003 !

De ce montant, 13,3 milliards de dollars ont été transférés électroniquement, soit 26,9% de plus que dans la même période 2003. Ces envois favorisent près d'1,4 million de foyers mexicains.

Selon le Consejo Nacional de Población, en 2004, 398 000 Mexicains ont émigré principalement aux États-Unis, où résident 10 millions nés au Mexique, dont 4,5 millions ne possèdent pas de papiers légaux.

À noter : en 2005, les candidats à l'émigration, légale ou non, devrait dépasser les 400 000 personnes.

...et des IED

Selon l'Unctad, en 2004, les investissements étrangers directs ont atteint **18 milliards de dollars**, dont 4,2 milliards de dollars payés par la banque espagnole BBVA pour prendre le contrôle de la banque mexicaine Bancomer.

À noter : en 2004, la Chine a attiré 62 milliards de dollars d'IED.

Perspectives politiques pour 2005

Liés entre eux, les principaux sujets qui ont dominé la vie politique en 2004 ont tourné autour d'**Andrés Manuel López Obrador** (AMLO), le controversé Maire de México et la **course aux élections présidentielles** en 2006.

L'année 2004 avait commencé sur des scandales en tous genres sur les dépenses de l'administration d'AMLO, pour finir avec le remerciement du Chef de Police de la Capitale et la dispute constitutionnelle concernant la division des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif sur les dépenses budgétaires.

Dans ce contexte, on n'est pas étonné de constater une certaine paralysie législative et une réduction du périmètre d'action de la Présidence, faute d'avoir un agenda bien défini. Au total, en 2004, le travail gouvernemental a progressé par inertie plutôt que par une activité concertée et organisée.

Grâce à la hausse du cours du pétrole, la situation institutionnelle et économique n'ont pas connu davantage de difficultés.

Si le pays parvient à éviter une contagion entre le politique et l'économique, l'année 2005 devrait poursuivre un bon rythme en termes de croissance.

L'agenda politique 2005 est chargé de sujets déterminants pour le résultat des élections présidentielles de 2006. Ainsi, au cours de 2005, il y aura des élections pour les gouverneurs de 7 États, dont celui du Mexique (juillet). Il y aura aussi des élections au sein des partis politiques et la désignation des candidats.

Sans aucun doute, les élections dans l'État de Mexico seront les plus importantes à tous points de vue : c'est l'État le plus peuplé du pays et l'un des plus riches, constituant ainsi une avance des possibles résultats au niveau national. Pour cette élection, le candidat du **PAN** (parti de Vicente Fox) est **Rubén Mendoza Ayala**, objet de contestation devant le Tribunal Électoral. Le parti d'opposition, **PRI**, a inscrit 10 candidats, dont le plus probable serait **Carlos Hank Rhon**, fils d'un ancien gouverneur. Le candidat pour le **PRD** est une femme : **Yeidckol Polevsky**.

Pour l'élection présidentielle, les possibles candidats seraient **Santiago Creel** pour le PAN, **Roberto Madrazo** pour le PRI et **Andrés Manuel López Obrador** pour le PRD. Les premiers sondages donnent le PRI comme vainqueur des élections 2006. En termes de popularité, les préférences s'adressent à AMLO, suivi de Creel et Madrazo.

Pérou

Tout semble aller dans le bons sens, mais...

L'économie péruvienne continue de donner des signes encourageants. Ainsi, l'activité **productive** a enregistré jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre 2004, 39 mois consécutifs de hausse et, fin novembre, l'**investissement privé** a progressé de **9%** comparé à la même période 2003.

Bien que ces données soient encourageantes, elles se trouvent en-dessous des chiffres des années 90, où l'investissement privé avait atteint 20% du PIB, contre **16%** actuellement. Malgré le recul, les chiffres sont positifs car l'environnement politique et législatif reste instable et conflictuel.

Pour améliorer les niveaux d'investissement, les experts préconisent la simplification des formalités administratives, l'accélération du travail des tribunaux et l'augmentation de la flexibilité du droit du travail.

Pour 2005, les prévisions tablent sur une **croissance économique** d'environ **4,3%** et 53% des **limeños** (habitants de Lima) consultés espèrent que 2005 sera une meilleure année par rapport à 2004.

Forte demande externe

Au cours du 3^{ème} trimestre 2004, les **exportations** péruviennes ont grimpé de **45,2%** comparé au même trimestre 2003, ce qui a permis au pays de cumuler un excédent commercial de plus de **2 milliards de dollars** sur 12 mois.

Il est important de signaler que les exportations non traditionnelles occupent une place de plus en plus importante. Par ailleurs, la progression du secteur industriel fait que les branches textile, laitière et plastique travaillent presque à 100% de leur capacité installée.

En novembre, les exportations ont totalisé 1,1 milliard de dollars, soit 36,7% de plus qu'en novembre 2003.

À noter : en 2004, les exportations totales du pays ont atteint **12,24 milliards de dollars**, soit une hausse de **37,6%** comparé à 2003. Les exportations de produits de la sidérurgie ont grimpé de 53,2%, celles de la chimie de 50,4% et celles des mines de 47,5%. Celles-ci et la pêche ont été les secteurs qui ont contribué le plus à la croissance des exportations.

Les transferts des Péruviens émigrés

Selon le Banco Central, en 2004, les envois de fonds des Péruviens émigrés oscilleraient **entre 1,5 milliard de dollars et 1,7 milliard de dollars**, ce qui représente près de **3%** du PIB et 15% de la valeur des exportations.

Uruguay

Reprise économique

Dans une année d'élections présidentielles qui ont fait basculer le pouvoir vers la « gauche », l'économie uruguayenne pourrait enregistrer une croissance supérieure à **10%** en 2004 et à **4%** en 2005.

Ainsi, au 1^{er} semestre 2004, l'économie du pays a progressé de 4,5% comparé à toute l'année 2003 et de 13,4% comparé au même semestre 2003.

Par secteur, l'industrie a augmenté de 27,5% comparé à la période janvier/juin 2003, suivi du commerce (+23,6%) et de l'agriculture (+13,5%).

Dans la période, les **exportations** sont en hausse de **19,8%** et la demande interne a augmenté de 17,7%.

L'autre bon signe est celui des rentrées fiscales qui ont augmenté de 15% par rapport à 2003 avec 2,3 milliards de dollars, soit 300 millions de plus que prévu.

Venezuela

Bonne croissance en 2005 et des doutes à long terme

Après l'effondrement de l'économie pendant 2 ans, la reprise a commencé en 2005 et devrait se consolider tout au long de l'année.

Favorisé par la hausse du pétrole, la dépense publique s'est accélérée et a constitué le moteur de la croissance en 2004. Cette embellie n'a pas empêché l'**inflation** de frôler les **18%**.

Il ne faut pas oublier que 2004 a été aussi une année d'élections où le pouvoir d'Hugo Chávez a été confirmé. Grâce à sa politique imprégnée d'un grand populisme, Chávez essaie de conserver le soutien des classes défavorisées. Et pour cause : 60% des Vénézuéliens sont considérés comme pauvres et le taux de chômage officiel se maintient autour de 13% de la population active.

Curieusement, malgré la forte hausse des revenus grâce au pétrole, le Gouvernement a continué à faire appel aux marchés des capitaux sans utiliser le surplus des rentrées pétrolières pour réduire, justement, l'endettement du pays.

Évidemment, l'augmentation de la circulation des bolivars dans l'économie du pays a favorisé la progression du commerce et de la consommation.

Mais, si le cours du pétrole baisse ou reste simplement au niveau actuel, les autorités économiques auront du mal à conserver le rythme de croissance. Par ailleurs, le **budget 2005**, d'environ **32 milliards de dollars**, est calculé sur la base d'un dollar américain à 2 150 bolivars, ce qui implique une future dévaluation de la devise locale. Sur le marché parallèle, la devise américaine pourrait atteindre 2 600 bolivars.

Des changements « énergétiques »

Après 28 ans d'existence, le Gouvernement a décidé de diviser le Ministère de l'Énergie et des Mines. Désormais, il y aura le Ministère de l'Énergie et du Pétrole et le Ministère des Industries de Base et des Mines.

Cette réorganisation en vue d'améliorer et de rationaliser le travail contraste avec l'autre décision de Chávez de nommer son Ministre de l'Énergie et des Mines, **Rafael Ramírez Carreño**, à la tête du géant pétrolier **Petróleos de Venezuela...**